

REPUBLIQUE DU BURUNDI
ASSEMBLEE NATIONALE
GROUPE PARLEMENTAIRE
FRODEBU

DECLARATION DU GROUPE PARLEMENTAIRE FRODEBUN°11/94

CRIS D'ALARME LANCE PAR LE GROUPE PARLEMENTAIRE MAJORITAIRE
(FRODEBU) LORS DE SA RENCONTRE AVEC LA MISSION DES MINISTRES
DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA TROICA EUROPPENNE
(GRECE-ALLEMEGNE-FRANCE) LE 29 AOÛT 1994
A BUJUMBURA.

1. Le Peuple Burundais assiste en ce moment aux premières signes d'explosion d'une guerre civile au Burundi en mépris de tous les efforts consentis par le pouvoir démocratique, la Communauté Internationale et les hommes de bonne volonté pour surmonter la crise politique dans lequel le mouvement antidémocratique Burundais a plongé le pays depuis le 21 octobre 1993 lors du Putsch politico-militaire et assassinat du premier Président démocratiquement élu Monsieur Melchior NDADAYE.

L'assassinat ignoble du Président élu a marqué la négation de la justice sociale, de l'Unité Nationale et de la Démocratie par une grande partie de l'opposition. Les massacres populaires consécutives à cet assassinat à travers tous le pays traduisent le refus populaire de toute forme antidémocratique d'accès au pouvoir.

L'assassinat des Leaders du parti au pouvoir par les putschistes a démontré au Peuple Burundais la détermination de l'opposition politique à mettre en péril les bases des valeurs démocratiques et le souci de plonger et maintenir le pays dans une crise institutionnelle.

Le comportement de la plupart des personnalités politiques de l'opposition dans la crise, de la grande partie des militants de l'opposition et particulièrement de ceux de l'armée nationale a prouvé le degré élevé de complicité dans la préparation, l'exécution et le soutien du putsch en défilés des risques d'effondrement des valeurs socio-politiques du pays. En témoignent les exactions systématiques et organisées des forces de l'ordre dans le système de répression, la complicité des parents et des militaires dans le soutien des manifestations de "ville morte" à Bujumbura, le soutien politique et logistique aux mouvements de violence et de terrorisme, les propos calomnieux et mensongères publiés aux fins de justifier le chaos, le souci de parachever le putsch d'octobre exprimé par l'opposition à travers ses projets de négociations, la culture de la haine contre les étrangers observateurs des réalités burundaises et le sentiment de refus de toute assistance de la Communauté étrangère pour prévention d'une guerre civile.

Il en découle aujourd'hui un bilan désastreux de la situation burundaise tant sur le plan politique, sur le plan de sécurité et que sur le plan socio-économique.

2. En Février 1994, à la suite d'efforts louables du parti au pouvoir, de la Communauté Internationale et du pouvoir légal, des négociations avec les partenaires de l'opposition se sont soldées par des compromis de partage du pouvoir et de remise en place des institutions légales. Le premier Successeur de NDADAYE Melchior, le Président NTARYAMIRA Cyprien issu du consensus péri malheureusement le 6 avril 1994 dans un attentat de l'avion présidentiel Rwandais à Kigali.

Le Rwanda s'engouffra dans une guerre civile, le Burundi l'évita de justesse par des efforts de pacification. Voilà maintenant cinq mois s'écroulent sans que les négociations en cours pour la mise en place d'un Président de la République aboutissent. Entretemps, la guerre au Rwanda a fait des catastrophes et s'est même terminée. Le Peuple Burundais lui

sombre dans une crise institutionnelle, assiste impuissant à l'effondrement de l'Economie et à la dégradation des conditions de sécurité du pays déjà précaire avant la crise rwandaise.

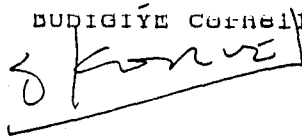
Le peuple Burundais est pris en otage par des extrémistes qui exploitent sous toutes les formes les effets de la crise aux fins de parachever leur Putsch d'octobre. Ils espèrent bénéficier du chaos semblable au drame rwandais et n'entendent pas faciliter l'issue des négociations auxquelles leur ont été convié le Gouvernement Légal pour un rétablissement pacifique et démocratique des Institutions en prévention de l'éclatement d'une guerre civile au Burundi. Dans ces négociations, le souci de blocage de l'opposition s'est traduit d'abord par un détournement de l'objectif principal des négociations, ensuite par une formulation de "préalables" qui n'ont rien à voir avec le jeu démocratique et enfin aujourd'hui par une négation de la constitution et des engagements déjà consentis. Le souci du rétablissement de la paix et de la confiance s'est manifesté du côté du pouvoir au cours de ces négociations par une détermination à l'intérêt supérieur de la survie de la Nation en concédant à toutes les exigences de l'opposition même en sacrifiant les intérêts démocratiques. Malheureusement, la persistance des extrémistes à parachever le putsch ne permet pas aux hommes de bonne volonté pris en otage pas des mouvements de terroristes, de faire valoir l'intérêt d'un peuple meurtri par la crise et inquiet pour son avenir. Le dernier délai fixé au 26 Août 1994 pour faire aboutir les négociations vient d'expirer dans la confusion totale quant à l'issue de ces négociations. La psychose remonte, la violence et le terrorisme s'accroît à travers tous le pays, les populations commencent à reprendre le chemin de l'exil, le rang des sinistrés s'allonge, la patience s'impose de plus en plus difficilement .

3. Ainsi le Groupe Parlementaire FRODEBU invite tous les hommes de bonne volonté de la Terre entière, toutes les forces politiques et morales du Burundi et du monde démocratique à s'engager dans la libération du peuple Burundais meurtri par l'emprise d'une poignée d'extrémistes aux intérêts égoïstes et inavoués. Dans l'urgence, l'espoir doit renaître pour le Peuple Burundais par l'élection du Président de la République par l'Assemblée Nationale, au sein de laquelle les Représentants du Peuple ont la seule légitimité de représenter le pouvoir des Burundais. Que les communautés étrangères sortent de toute indifférence et posent des gestes concrets pour prévenir l'éclatement d'une catastrophe humanitaire que le pouvoir essaye d'éviter depuis le mois d'octobre dernier. Le peuple burundais, les forces démocratiques n'ont plus d'espoir que dans la fermeté au respect de la Constitution. Que les forces politiques le sachent, la préoccupation première du Parlement est la protection de la Constitution.

Pour sa part, le Groupe Parlementaire FRODEBU, interpelle encore une fois, pour la dernière fois le Gouvernement à exposer devant le Parlement le résultat des négociations et les voies et moyens de doter le pays d'un Chef d'Etat dont la nation a besoin pour sa survie dans les quarante-huit heures qui suivent la publication du présent communiqué.

Fait à Bujumbura, le 29/08/94.

POUR LE GROUPE PARLEMENTAIRE FRODEBU,

BUDIGIYE CORNEILLE.-


PRESIDENT